



Grenoble le 25 novembre 2013

Messieurs,

Le personnel de la DDT Isère et ses organisations syndicales tiennent à vous faire part du climat social dégradé et du mécontentement qui règne dans nos services.

Outre les attaques que nous subissons, contre nos acquis, nos retraites et le gel de nos salaires depuis 4 ans, les agents sont inquiets pour leur avenir, confrontés à une dégradation sans précédent de notre service public.

Les politiques menées toutes ces dernières années, déclinées en autant de RGPP, REATE et autre MAP, ont fait disparaître une grande partie de nos effectifs et de nos missions. Après l'ingénierie publique, nous voilà confrontés à la disparition d'autres missions comme celles de l'ADS et l'ATESAT, celle du FEADER pour l'agriculture ainsi que la mission d'appui aux collectivités en eau et assainissement.

Actuellement, dans tout le pays, des centaines d'agents se demandent ce qu'ils vont devenir.

Ils n'ont, à ce jour, strictement aucun élément en terme de garanties – individuelles et collectives – sur de nombreux sujets : reconversion et formation, parcours professionnel, rémunération, primes de restructuration, etc.

Les syndicats nationaux ont réclamé que s'ouvrent de véritables négociations sur ces sujets. On attend toujours.

Les ministères, particulièrement celui du Logement dont vous êtes les représentants, conduisent à marche forcée des restructurations sans se soucier des conséquences pour les personnels.

Supprimer des centaines d'emplois, fermer des unités, contraindre à la mobilité autant d'agents, sans même penser à mettre en place « **un plan social** », comme cela se fait dans les grandes entreprises privées, voilà tout le mépris que l'administration a pour ses agents, ceux qui tous les jours assurent le service public.

Nous savons qu'après la disparition de ces missions, d'autres suivront.

Nous vous demandons donc de faire entendre notre mécontentement et nos revendications urgentes à tous les niveaux de l'Etat :

- pour une garantie d'emploi pour tous, pour le maintien de nos missions et le renforcement des effectifs,**
- pour l'attribution d'une prime de restructuration revalorisée, destinée à tous les agents dont les missions sont supprimées,**
- pour une véritable passerelle entre nos ministères facilitant les conditions de reclassement et de mobilité.**